



## Face à la suppression du bureau de Poste Vert de Maisons,

### L'urgence d'un moratoire sur la fermeture des services publics en Val-de-Marne

La direction de la Poste vient d'annoncer la fermeture prochaine du bureau de Poste Vert de Maisons, situé sur la commune de Maisons-Alfort.

Ainsi, la disparition de bureaux de Poste de plein exercice se poursuit dans notre département et réduit toujours davantage l'accès des usagers au service public postal.

Une nouvelle fois, cette fermeture de bureau de Poste est un non-sens.

Ce bureau est classé "bureau à priorité sociétale" par La Poste elle-même, selon l'accord national d'entreprise toujours en vigueur signé par le groupe La Poste le 20 juin 2018. Il s'agit des bureaux « *qui sont implantés dans les quartiers considérés comme sensibles où cette présence postale est essentielle pour répondre aux besoins des plus fragiles* ».

Cette généralisation de la fermeture des services publics de proximité (bureaux de Poste, trésoreries, agences EDF, services hospitaliers, antennes de la CAF, de la CPAM...) avec comme corollaire la diminution du nombre d'agents publics, s'inscrit dans le dogme éculé de la réduction de la dépense publique, sur fond de « captation » du privé.

Cette déstructuration d'ensemble du maillage de proximité de l'action publique maltraite la cohésion sociale et le vivre ensemble. Elle va à contre-sens de la demande de service public qu'expriment nos concitoyens, au 1<sup>er</sup> rang desquels les milliers de Val-de-Marnais, d'usagers, d'agents publics et les élu.e.s mobilisés pour maintenir et développer les services publics.

C'est pourquoi, le groupe Val-de-Marne Ensemble (PCF, Front de gauche, LFI) du Conseil départemental avec les deux autres groupes de la majorité a interpellé le Préfet du Val-de-Marne, lors de son audition le 23 septembre, en exigeant « un moratoire sur la fermeture des services publics dans le Val-de-Marne ».

Pour seule réponse, le représentant de l'Etat a annoncé la création prochaine de 9 « Maisons France Services » regroupant pêle-mêle la Poste, la CAF, Pôle Emploi, la CPAM, les impôts... Ces structures seront animées par deux agents mis à disposition par la Préfecture, qui dicit Mr le Préfet : « *Après une formation auprès des différents organismes, ils seront en mesure de répondre à des questions de premier niveau. Des professionnels pourront également assurer une présence par visio-conférence* ». Exit la proximité, les rapports humains, la possibilité de rencontrer le bon interlocuteur !

Pour leur part, les élu-e-s de notre groupe continueront sans relâche à agir et se rassembler avec les Val-de-Marnais, pour faire prévaloir l'intérêt général, l'utilité d'une dépense publique porteuse d'une plus grande proximité et efficacité pour les usagers du service public et des opérateurs de l'Etat.

**Les élu-e-s du groupe Val-de-Marne Ensemble (PCF, FdG, LFI) : Fatiha Aggoune, Alain Audhéon, Corinne Barre, Pierre Bell-Lloch, Nathalie Dinner, Christian Favier, Pierre Garzon, Didier Guillaume, Marie Kennedy, Lamya Kirouani, Jeannick Le Lagadec, Flore Munck, Sokona Niakhaté, Evelyne Rabardel, Gilles Saint-Gal, Pascal Savoldelli, Hocine Tmimi, Ibrahima Traoré.**

**Créteil, le 03 octobre 2019**